



# **LOI SUR LA SÉCURITÉ GLOBALE - Le droit à l'information ne supporte aucune ambiguïté**

Dans une société où les tensions sont palpables, où la défiance envers les autorités est manifeste, la proposition de loi de Sécurité globale, et particulièrement son article 24, crée une nouvelle fracture. Fracture entre des forces de l'ordre, qui doivent être défendues dans l'exercice de leurs missions face aux menaces croissantes dont elles sont l'objet, et des journalistes qui doivent être protégés sans ambiguïté dans leur liberté d'informer.

**Cet article de loi a été rédigé comme une réponse symbolique, sans aucune concertation avec les principaux acteurs impactés** gouvernement et les parlementaires se sont défaussés de leur rôle de bâtir les compromis possibles pour répondre à ces deux attentes. Mais cette dérobade politique ne fait qu'hystériser le débat. **Il ne faut pas prendre le moindre risque avec la préservation des droits fondamentaux comme la liberté de la presse** Un risque souligné par la défenseure des droits début novembre.

La CFDT appelle le gouvernement et les parlementaires à retirer l'article 24, à revoir rapidement leur copie et à assumer leur responsabilité.

DÉCLARATION DE FRÉDÉRIC SÈVE, SECRÉTAIRE NATIONAL DE LA CFDT



## COMMUNIQUÉ DE PRESSE

1963-1968  
1970-1974  
1975-1979  
1980-1984  
1985-1989  
1990-1994  
1995-1999  
2000-2004  
2005-2009  
2010-2014  
2015-2019  
2020-2024

DECLARATION DE  
FRÉDÉRIC SÉVEL, SECRÉTAIRE NATIONAL DE LA CFTD

NOTA  
13 NOVEMBRE 2020

LES SOUS LA SÉCURITÉ GLOBALE

### Le droit à l'information ne supporte aucune ambiguïté

Dans une société où les tensions sont palpables, où la défiance envers les autorités est marquée, la proposition de loi de sécurité globale, et particulièrement son article 24, crée une nouvelle fracture. Frottera entre des formes de l'ordre, qui demandent être défendues dans l'exercice de leurs missions face aux menaces croissantes dont elles sont l'objet, et des journalistes qui doivent être protégés sans ambiguïté dans leur liberté d'attester.

Cet article de loi a été rédigé comme une réponse symbolique, sans aucune concertation avec les principales acteurs impliqués. Le gouvernement et les parlementaires ne sont parvenus de leur côté de faire les compromis possibles pour répondre à ces deux attentes. Mais cette démarche politique ne fait qu'illustrer le débat. **Elle ne fait pas perdre le réalisme ni le risque avec la préservation des droits fondamentaux comme la liberté de la presse.** Un enjeu souligné par la démission des droits de la presse.

La CFTD appelle le gouvernement et les parlementaires à retirer l'article 24, à revenir rapidement leur cap et à assumer leur responsabilité.

COMMUNIQUÉ  
13 NOVEMBRE  
2020



13/11/20

## Documents

### [Le droit à l'information ne supporte aucune ambiguïté](#)